Archives du site – Jean PICHOT-DUCLOS

Category: Archives du site,Renseignement
29 octobre 2021

Jean Pichot-Duclos

Le général Pichot-Duclos est décédé mardi 8 mars 2011, après-midi. Saint-Cyrien de la promotion 1956-1958 GENERAL LAPERRINE, le général Jean Pichot-Duclos a servi en Algérie au 1er REP avant d'accomplir l'essentiel de sa carrière en corps de troupe dans les bataillons alpins.
A l'issue de son temps de capitaine, il suit les cours des langues orientales et de relations internationales de "Sciences Po", se préparant ainsi au rôle essentiel qu'il jouera plus tard dans le renseignement français et plus particulièrement dans l'Intelligence économique.
Il commande ensuite le 27°BCA.
En pleine Guerre froide, il effectue trois séjours en Europe de l'Est, deux à Prague et un à Varsovie comme attaché militaire.
Nommé général, Il commande pendant 4 ans, à Strasbourg, l'Ecole Interarmées du Renseignement et des Etudes Linguistiques (EIREL).
Quittant le service actif en 1992, il entre à DCI – Défense Conseil International – où il crée une cellule d'intelligence économique, qui a participé activement aux travaux de la Commission Martre. En 1997, il a fondé avec Christian Harbulot l'Ecole de Guerre Economique, l'EGE.
Il avait rejoint l'AASSDN dès 1992 et avait été élu au conseil d'administration. Durant plusieurs années, il avait assuré la charge de Délégué régional.

L'homme sans qui rien ne se serait passé Mercredi, 09 Mars 2011 11:43

Le général Jean Pichot Duclos, qui nous a quittés cette semaine, a été l'un des pionniers de l'Intelligence Economique en France. Christian Harbulot, avec qui il a fondé l'Ecole de Guerre Economique, témoigne.

"Le général Jean Pichot Duclos nous a quittés. L'intelligence économique lui doit beaucoup. Et je ne pouvais pas le laisser partir sans rappeler le rôle fondamental qu'il a joué dans le lancement de cette démarche en France.

Tout commence au début des années 90. Le général Pichot Duclos termine son temps de commandement à la tête de l'Ecole Interarmées du Renseignement et des Etudes Linguistiques. Il rédige un article dans la Revue de la Défense Nationale sur la culture du renseignement. Philippe Baumard nous met en relation.

C'est de cette rencontre que va naître le processus qui aboutit au rapport Martre. A l'époque,

Baumard et moi-même tentions depuis plusieurs mois de faire aboutir la constitution d'un groupe de travail au Commissariat Général au Plan. Sans succès.

Jean Pichot Duclos fait valider mon recrutement par le général Mermet, alors PDG de Stratco, une filiale du groupe COGEPAG (devenu depuis Défense Conseil International). Il existe alors une fenêtre de tir : le contrôleur général des armées Jouan qui préside alors la destinée de ce groupe parapublic a une vision stratégique. Il décide d'appuyer le lancement d'une dynamique sur la question des sources ouvertes afin de renforcer la compétitivité de nos entreprises. Il accepte aussi de nous soutenir auprès du Commissariat Général au Plan.

Dans le même temps, fort de ce soutien, je propose à Jean-Louis Levet nommé au Plan, et dont j'avais fait la connaissance quand il était chargé de mission auprès d'Edith Cresson, de constituer un groupe de travail sur la question. Levet accepte. Il convainc Henri Martre de le présider. La démarche d'intelligence économique est lancée.

Si le général Jean Pichot Duclos n'avait pas été là, cet enchaînement de circonstances favorables n'aurait pas eu lieu.

Mais le général Pichot Duclos est allé plus loin. Son implication da…

Extrait du Bulletin : Alger : PC – Services 1942

Category: Archives du site,Général Louis Rivet
29 octobre 2021

par le Général Louis RIVET, Président d'Honneur, fondateur

Préambule

Le 10 Novembre 1942, vers 9h 30, une douzaine de passagers tirés de leur torpeur sentent l'avion qui les porte frôler le sol d'une piste de sable.: Biskra L'appareil se pose. La carlingue se vide.

Quelques camarades arrivés la veille sont là, qu'un soleil éclatant transfigure: ils sont déjà autres.

Les yeux des arrivants brusquement se dessillent, leurs coeurs subitement se gonflent d'un air tout neuf, traversé d'effluves étranges dont ils avaient perdu la saveur : quelques heures auparavant, au départ de Marignane, le carcan d'une occupation invisible pesait encore sur leurs épaules. Maintenant le doute est levé. Un noyau de la Direction du SR français venait de prendre pied en France libre. Chez nous. (1)

(1) Un humoriste, qui a vu le SR de son balcon, a concentré toutes les ressources de son esprit

pour définir cette obscure équipée : “Voler au secours de la Victoire”. Il faut parfois rire un peu. Et ceux qui, depuis tant d’années “volaient” (au secours de la Victoire) ont bien le droit de se détendre à leur tour.

Que s’était-il donc passé ?

Une chose attendue, simple et grandiose : le débarquement allié en A.F.N, s’était opéré avec succès dans la nuit du 7 au 8.

Qu’importe si certaines réactions locales ont quelque peu terni l’image de nos rêves. Le grand fait était là, solidement acquis.

Le Commandement français avait repris sa place sur le damier des forces unies pour vaincre.

Les Services spéciaux surgissaient d’une longue nuit d’âpre bataille, pour rallier à front découvert le Chef de l’armée et recevoir ses ordres.

Qu’y avait-il de changé ?

Rien. La Direction du SR s’était déplacée, sa structure demeurait.

En dépit de deux ans de tentatives d’étouffement ponctuées par maints arrêts de mort, cette structure, moins les apparences, avait surmonté l’épreuve, en France comme en ses plus lointains rameaux.

La coupure France-A.F.N, avait été prévue, ses correctifs préparés.

Mais le choc de l’occupation totale avait cassé des ressorts et mis à nu des lacunes.

Le Colonel PAILLOLE, courageusement attardé en France sous l’oeil des Barbares, vous l’a dit.

Il a marqué de main de maître les effets inévitables – ou presque – du débarquement Nord-africain, sur l’action de direction, non moins que sur le comportement des sources, menues ou importantes, que l’évènement atteignait.

Soubresauts d’un pendule secoué par la foudre. Les liaisons avaient pâti. Est-il chose plus périlleuse que le silence des liaisons, générateur sournois de toutes les autres carences ?

Celles-ci, vous le savez, furent écartées par des interventions accélérées sur les moyens de transmission.

PAILLOLE, arrivant à Alger le 2 Janvier, pouvait nous tranquilliser sur la sûreté des liaisons désormais établies entre France et Alger.

Rien n’était changé, parce que SR et CE avaient fait leur métier, et que les initiatives de sous-ordres dispersés avaient joué dans le sens de la doctrine, au fil des directives exprimées par le Chef.

En Afrique du Nord, première base de départ de nos armées d’assaut, préalablement nettoyée des suppôts de l’ennemi par un CE vigilant et rude, nos Services échappaient par vocation à la

surprise et à la confusion du moment, tandis que nos postes de recherches, à l'orée des champs de bataille libyens, accentuaient leur prise sur des adversaires devenus familiers. Nous étions renseignés.

En France métropolitaine, face à face avec l'occupant total, une remarquable élite d'o…

Extrait du Bulletin : Pourquoi et comment est née la Sécurité Militaire

Category: Archives du site,Europe de l'Ouest,Général Louis Rivet,Services allemands
29 octobre 2021

par le Colonel Paul PAILLOLE

J'entends et lis, à propos de la Sécurité Militaire, tant d'inexactitudes, parfois aussi tant d'inepties, que, dans l'intérêt de la vérité et pour l'honneur de mes camarades qui en firent un grand service national, je me dois de retracer une fois encore, les raisons et les circonstances de sa création.

C'était en juillet 1942.

Depuis plusieurs semaines, sur la demande des autorités allemandes, Laval exigeait la dissolution des Bureaux des Menées Antinationales (B.M.A.) et le " limogeage " de leurs chefs : Rivet et d'Alès en tête.

Ce nettoyage des Services Spéciaux de l'Armée de l'Armistice s'effectuait dans le cadre d'une opération plus générale de lutte contre les organisations de Résistance Militaire. Du Vigier, Chef du 3ème Bureau et père des G.A.D. (Groupes d'Auto-Défense), Baril, Chef du 2ème Bureau, et bien d'autres, disparaissaient de l'État-Major de l'Armée de Terre ; Ronin, malgré l'habile protection du général Bergeret, devait mettre en veilleuse son S.R. Air. Seul le S.R. Marine sortait à peu près indemne de la vague épuratrice. Il est vrai qu'à cette époque, ce n'étaient pas les aviateurs mais les marins qui occupaient les postes de confiance…

En juin et juillet 1940, j'avais créé le Service de ContreEspionnage clandestin, camouflé, avec l'aide du Génie Rural, dans l'entreprise des Travaux Ruraux (T.R.). Notre action contre les puissances de l'Axe et la Trahison s'était poursuivie et développée avec une vigoureuse efficacité grâce à la protection des B.M.A. et à leur rôle décisif dans l'appareil répressif militaire.

A n'en pas douter, c'était ce rôle répressif et la confortable " couverture " que les B.M.A. nous offraient qui gênait les Allemands et que Laval n'entendait pas tolérer.

Rivet me fit appeler.

Avec d'Alès et lui, nous examinâmes les conséquences de cette décision et les mesures à prendre pour en atténuer les effets maléfiques.

Certes, les B.M.A., héritiers des B.C.R. (**1**) , avaient une existence précaire depuis que l'Autorité Militaire avait été, en février 1941, déchargée des Pouvoirs de Police. Elle n'avait plus, pour justifier le maintien de ces organismes, que de mauvais prétextes ; les vrais, encore que soupçonnés par les autorités de fait, demeuraient inavouables.

Si, dans cette conjoncture, l'Armée de l'Armistice, en tant que telle, pouvait à la rigueur (comme l'Armée du temps de Paix), se passer des Services de Contre-Espionnage Spécialisés, nos réseaux militaires clandestins de recherches ne pouvaient sans dommage être privés de leur meilleure protection. Quant au C.E. clandestin (T.R.) il ne pouvait renoncer à l'exploitation judiciaire de son travail sur le territoire national. L'un des principes essentiels de notre lutte était précisément de maintenir en France, face aux puissances occupantes, la répression impitoyable de la trahison à leur profit. On sait que les Tribunaux Militaires de la zone sud condamnèrent ainsi plusieurs centaines d'agents de l'Axe dont quarante-deux à la peine de mort.

Faute de pouvoir directement " embrayer " sur la Justice Militaire pour assurer cette action répressive, force était à T.R. de disposer d'un intermédiaire sûr au sein même de l'Armée.

Enfin, élément capital, je savais l'inéluctable et proche action alliée en A.F.N. Il fallait que cette opération décisive soit effectuée avec un maximum de sécurité en matière de C.E. et que les Alliés trouvent dans les territoires libérés, un service organisé capable de remplir les missions de protection qu'exigeraient les circonstances et d'ôter tout prétexte, sinon l'envie, a…

Extrait du Bulletin : Tout commence à Alger

Category: Archives du site,Europe de l'Ouest,Services allemands
29 octobre 2021

Le témoignage de Pierre ORDIONI

Sous le titre **« Tout commence à ALGER »,** notre camarade Pierre ORDIONI vient de publier en Novembre 1972, aux Editions STOCK, un ouvrage d'une importance exceptionnelle.
Il s'agit du témoignage capital d'un homme que ses fonctions successives de Directeur de Cabinet du Préfet d'Alger de 1940 à 1942 et de Chef de la Délégation de l'Algérie de Novembre 1942 à Juin 1943, ont placé au coeur même du drame qui se jouera en Afrique du Nord entre 1940 et 1944 et dont les prolongements seront la rébellion de SETIF en Mai 1945, et les événements tragiques de 1954 à 1962

.
Bien des fois le témoignage se mue en réquisitoire, car homme d'honneur demeuré fidèle à une éthique basée sur le respect absolu des valeurs traditionnelles de l'Occident Chrétien, Pierre Ordioni s'insurge contre toutes les manifestations de bassesse, d'esprit de compromission, voire de « machiavélisme » dont l'époque terrible qu'il nous fait revivre a malheureusement été prodigue.

Officier de réserve, fait prisonnier avec les honneurs de la guerre lors des combats de Toul, le lieutenant ORDIONI n'a pas moisi en captivité. Après une évasion pittoresque qui l'a amené à Paris dans un train de permissionnaires allemands se rendant en touristes encadrés visiter notre Capitale conquise, il a décidé de rejoindre la Zone Libre.

A Vichy, présenté à M. PEYROUTON, Ministre de l'Intérieur, il s'est vu proposer le poste de Directeur de Cabinet de M. PAGES, Préfet d'Alger.

Avec lui, le lecteur découvre tout d'abord l'Algérie de l'époque du « proconsulat » du Général WEYGAND, l'oeuvre accomplie par ce grand soldat – incarnation même de cette éthique à laquelle se réfère Pierre ORDIONI, et l'espérance que cette oeuvre fait renaître au coeur de tous ceux qui brûlent de reprendre le combat. Au passage, l'auteur souligne l'action efficace du 2e Bureau dirigé par le Commandant NAVARRE et de nos Services pour assurer la sécurité de la renaissance en cours.

Pendant ce temps, à Vichy, les intrigues se poursuivent. La forte personnalité du Général WEYGAND, dont les Allemands exigent le départ d'Afrique du Nord, gêne certaines ambitions. C'est finalement le rappel du Général dans les conditions que nous connaissons. Pierre ORDIONI nous décrit à ce propos la consternation que cette mesure a provoquée à Alger parmi tous ceux qui avaient placé leurs espoirs dans l'ancien Généralissime. Certains espèrent que ce dernier ne s'inclinera pas devant les ordres de Vichy, mais son Chef de Cabinet, le Commandant GASSER, se charge de leur rappeler que le Général WEYGAND ne donnera jamais « l'exemple de la rébellion ». « Jamais il n'entraînera l'armée dans une aventure. Jamais il ne commettra un acte qui puisse rompre son unité, ni celle de la France ». Or, ainsi que le constate Pierre Ordioni :« N'est-ce pas, en vérité, pour toutes ces vertus que nous sommes tous si passionnément attachés à la personnalité du Général WEYGAND ? » Il est certain – et l'auteur le souligne avec force – que le rappel en France et la mise à la retraite du Général WEYGAND ont clos « un chapitre à peine ébauché de l'histoire de France, de l'histoire de notre Civilisation ».

Avec WEYGAND à Alger en Novembre 1942, on n'eut certainement pas assisté à l'effroyable gâchis moral, à l'indescriptible confusion intellectuelle qui constitueront la base douteuse du développement ultérieur de notre histoire. Malheureusement, il n'est pas en notre pouvoir de refaire l'histoire, cette histoire que la plume souvent féroce de Pierre ORDIONI nous fait revivre vue des coulisses. WEYGAND parti, les pouvoirs dont il disposait sont ventilés entre le Gouverneur CHATEL et les différentes autorités militaires et civiles. Depuis Décembr…

Memorial – biographies Ta-Tz

Category: Archives du site,Biographies,Biographies memorial,Europe de l'Ouest,Services allemands
29 octobre 2021

TAILLANDIER

Marcel

Pseudonymes: MORHANGE, RICARDO

Né le 25 mars 1911 à Condat en Combrailles (Puy de Dôme) de Jean Baptiste Taillandier et de Marie Debas Epouse: Simone, Marguerite, Mathilde Dupontheil Profession: officier d'active Décédé le 11 juillet 1944 à Toulouse (Saint-Martin-du-Touch)

Réseaux: S.S.M.F./T.R. – Groupe Morhange, Benoît, Ricardo et TabardAgent P2

Pupille de la Nation, Marcel Taillandier fut enfant de troupe à l'E.M.P. de Billom de 1922 à 1929. Engagé volontaire en 1932, dans le Génie, il fut affecté au service de la Sécurité militaire en 1939. Puis, sous-officier radio-électricien, il est à la section Contre-espionnage du 5e Bureau en 1940.

Après la débâcle, il se trouve replié, avec les archives des Services spéciaux, au château de Brax, près de Toulouse, et, dès ce moment, rallie les Forces Françaises Combattantes. Il a alors 29 ans,"un regard clair, lumineux, dans un visage timide, réfléchi", dit Paul Paillole. De son mariage en 1935 avec Simone Dupontheil, il a deux enfants: Monique 1 an, et Jean-Pierre, nouveau-né.

Pierre Saint-Laurens écrit: "Fermement décidé à continuer le combat, il établit le contact avec le Service de camouflage du matériel de l'Armée et monte une équipe de volontaires spécialisés dans la récupération des matériels de guerre intéressants et la constitution de dépôts d'armes clandestins. Il se consacre également à sa spécialité, la radio, dans la tour du château, installe un émetteur pour correspondre avec la zone occupée.(…)

A partir de janvier 1942, il déserte provisoirement Brax, et s'installe à Solomiac. Ayant repéré et identifié deux postes émetteurs qui opèrent en zone occupée, près de Bordeaux, comme étant ceux sur lesquels il a "pianoté" à Paris, à la Direction du 2 bis av. de Tourville, et dont les Allemands se sont emparés, il décide de partir les récupérer… Il franchit avec de faux papiers la ligne de démarcation, se fait embaucher par une entreprise travaillant pour l'organisation

Todt dans le secteur où il a localisé les appareils, et un beau jour, profitant de l'absence des opérateurs, force la porte blindée du blockaus qui les abrite, enlève les postes, et les ramène, dans deux valises en zone libre, avec bien entendu les plans et les renseignements qu'il a pu se procurer sur le mur de l'Atlantique, et sur les fortifications en cours de construction.

A côté de ses qualités professionnelles et de son audace peu commune, Taillandier possédait un talent de dessinateur, et une dextérité manuelle telle qu'il lui était possible de reproduire dans un morceau de liège ou de caoutchouc n'importe quel cachet, et avec l'aide de son camarade Gardiol, de contrefaire les documents les plus compliqués."

Dès la fin de 1942, il rassemble les premiers éléments d'un groupe destiné à la lutte contre les services de renseignements ennemis et la Gestapo. Et, au début de 1943, il se fixe à Toulouse, avec sa compagne, Elise Cambolive, "Lily", (dont il aura deux enfants)

Pierre Saint-Laurens raconte qu'il prend alors "comme couverture la gérance du bar *Frascati*, un petit café situé au milieu des allées Jean Jaurès. Au centre de la ville, ce bar devient le lieu de réunion et le P.C. …

Memorial – biographies Ua-Vz

Category: Archives du site,Biographies,Biographies memorial,Europe de l'Ouest,Services allemands
29 octobre 2021

VAILLANT

Henri,Pierre, Adolphe

Né le 22 février 1901 à Toulon (Var) Epouse: Alice, Marie… Profession: officier de marine Décédé le 3 avril 1945 à Wattenstedt (Allemagne)

Réseaux: S.S.M.F./T.R., S.R. MarineAgent P1 (1er février 1943), P2 (18 janvier 1944)

Capitaine de frégate, Henri Vaillant devient agent permanent du S.R. Marine à partir de février 1943. Il a alors quarante deux ans, est père de trois enfants.

Arrêté le 18 janvier 1944, il est déporté en Allemagne le 27 mai 1944, et meurt à Wattenstedt

le 3 avril 1945.

Déclaré “Mort pour la France”, il recevra la Médaille de la Résistance.

Références Archives du Bureau “Résistance”; Bulletin de l’A.A.S.S.D.N. n°157, p.13

VANIER

Bernard, Pierre, Fernand

Pseudonymes: Bernard GUY, FLANDRIN

Né le 26 juin 1922 à Caen (Calvados) de Gaston Vanier et de Thérèse Bidet Célibataire Etudiant Décédé le 23 août 1944 à Chenoise (Seine et Marne)

Réseaux:S.S.M.F./T.R., S.R. Kléber, S.R. Air (Samson) Agent P2

Bernard Vanier est étudiant, il a 21 ans lorsqu’il s’engage pour une mission dans le S.R. Air, comme agent P2, à partir du 1er mars 1944.

Dans “Le S.R. Air”, Jean Bezy raconte les circonstances de sa mort.

La couverture du territoire était à ce moment “très dense jusqu’à l’Aisne et la Champagne, plus irrégulière au-delà et, devant l’avance alliée, Aubry songea à établir un poste plus en arrière dans la région de Nancy… Les pertes furent sérieuses et l’avance alliée fut tellement rapide que les éléments mis en place eurent à peine le temps de récolter quelques informations utiles…

C’est le capitaine de corvette Gauthier qui reçut le commandement du groupe. Il disposait d’un échelon précurseur composé d’Aubert, lieutenant de pompiers de Rouen, et d’un jeune agent de liaison, Vanier…

Les deux membres du groupe précurseur furent arrêtés par les Allemands, jugés sur place et fusillés le 23 août à Chenoise.”

Déclaré “Mort pour la France”, Bernard Vanier recevra la Médaille militaire et la Médaille de la Résistance.

*

Citation: "Agent de liaison de mars à août 1944. Arrêté le 23 août 1944 avec son chef à Chenoise et fusillé le jour même."

Références: Archives du Bureau "Résistance"; "Mémoires d'un agent secret de la France Libre", tome 2, de Rémy, p.240 (Ed. France Empire); "Le S.R. Air" de Jean Bezy, p.199 (Ed. France Empire, 1979)

VANUXEM